

Prix : 300F-cfa

AGROPASTEUR

Mensuel d'Informations sur l'Élevage, l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement - Issn 0850-5128 - Numéro N°82 Avril 2015

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DE PARIS «SIA» 2015

UNE VITRINE POUR L'AGRICULTURE SÉNÉGALAISE



▶ 2-3-4-6-10

1^{ER} PARTIE

DOSSIER : JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME
SOUS LE SEAU DE L'AUTONOMISATION



▶ 5-7-8-9-11



Cyan Magenta Jaune Noir

Cyan Magenta Jaune Noir

ELEVAGE

LES FEMMES ÉLEVEURS DU FERLO S'ORGANISENT POUR FAIRE CONNAÎTRE LEURS DROITS



▶ 9

ENVIRONNEMENT

POURQUOI FAUT-IL INCLURE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LA PRISE DE DÉCISION POLITIQUE AU SÉNÉGAL ?



▶ 12

LANCEMENT DE MILANO 2015 À PARIS LORS DU SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE (SIA) DE PARIS

«EN ROUTE VERS MILANO 2015»

Le Salon International de l'Agriculture de Paris a été mis à profit pour procéder au lancement de l'Exposition Universelle « Milano 2015 » dont le thème principal est « Nourrir la planète, énergie pour la vie. » C'était en présence du ministre Français de l'Agriculture et du ministre en charge de l'Economie numérique, du Directeur de cabinet du ministre sénégalais de l'Agriculture et de l'Équipement rural Mr Lamine Lô et de Dr Papa Malick DIOP, Directeur Général de l'Agence Sénégalaise pour la Promotion des Exportations (ASEPEX) et Commissaire Général de l'Exposition de Milan 2015. La présence de la délégation sénégalaise dirigée par le Directeur de Cabinet du ministre sénégalais de l'agriculture et de l'équipement rural au lancement de l'exposition universelle Milano 2015 a été rendue possible grâce à l'invitation du Commissaire Général de l'Exposition Universelle pour la France ; cette année elle sera organisée à Milan et le thème s'intitule « Nourrir la planète, énergie pour la vie ». C'était sous la présidence effective du ministre français des Finances, du ministre de l'Agriculture, du secrétaire d'Etat en charge de l'Energie et de celui en charge de l'Economie numérique. Ils étaient tous présents à l'événement pour donner un fort élan à l'événement.

Dr Papa Malick Diop, Directeur Général de l'ASEPEX, Commissaire Général de l'Exposition Universelle de Milano 2015

Docteur Papa Malick Diop Commissaire Général de l'exposition universelle Milano 2015 revient ici sur les dispositions de la participation sénégalaise sur l'importance de l'expo pour le Sénégal et l'état des préparations pour le Sénégal

Le Commissaire Général de l'Exposition pour la France nous a invités à assister au lancement de la participation de la France à l'Exposition Milano 2015 ; Ce qu'il faut retenir c'est que le thème principal de l'Exposition Universelle Milano 2015 c'est « Nourrir la planète, énergie pour la vie » donc c'est un thème focus agriculture . au Sénégal nous avons discuté avec le ministre de l'Agriculture, son Directeur de cabinet, mais également le Directeur de l'horticulture et ensemble nous sommes entrain de travailler à faire émerger tout ce qui est production agricole lors de l'Exposition universelle qui aura lieu à Milan, pendant six mois, du 1er Mai au 31 Octobre. On attend au moins 20 millions de visiteurs. Déjà 5 millions de billets ont été vendus. Il était important que le focus agriculture soit fait ; d'autant plus qu'il faut retenir que dans l'élaboration du Plan Sénégal Emergent et dans la mise en œuvre de ce plan la partie la plus importante c'est l'agriculture, la production agricole, la mécanisation etc. En tant qu'acteurs des exportations, comme l'agriculture fait par-

tie des secteurs à haute intensité d'exportation, il est important pour nous de travailler à l'Expo pour que cette partie du Sénégal Emergent soit mise en œuvre et que les exportations puissent croître, pendant cette période.

Quelle importance l'Expo Milano 2015 revêt-elle pour le Sénégal ?

Pour le Sénégal ce qu'il faut retenir c'est que nous avons prévu 56 Entreprises pour 6 mois. Elles vont se relayer chaque 3 semaines. On fera relayer un certain nombre d'entreprises qui vont venir et les secteurs que nous avons ciblés : c'est l'agriculture bien entendu mais on y a ajouté les éléments culturels avec l'artisanat, l'horticulture, mais l'agriculture de manière générale avec la production agricole, horticole, avicole, au niveau de l'élevage, halieutique... Tout cela constitue un ensemble de choses que nous comptons mettre en valeur lors de l'Exposition universelle. Il faut retenir également qu'on ne se limite pas aux produits frais et qu'il y aura les produits transformés. Au Salon de l'agri-

culture de Paris nous avons amené beaucoup d'entreprises qui font de la transformation et ces entreprises viendront avec nous à Milan. Nous allons y ajouter les « saveurs du Sénégal », et sur place, il y aura de la restauration, permettant aux visiteurs de connaître quelles sont les saveurs du Sénégal, à travers la cuisine sénégalaise et tout ce qu'elle a de particulier.

Et au Sénégal comment vit-on Milan 2015 ?

Il est vrai que pour Milan on vient de finir notre travail pour disposer d'une agence de communication qui va s'occuper avant, pendant et après l'Exposition universelle. En plus de cela, il faut retenir que nous avons nommé des Ambassadeurs. C'est le cas de Youssou Ndour comme Ambassadeur Homme Masculin de l'Expo Universelle, Amy Sarr Fall pour les Femmes et une jeune Astakh Smith. Ces trois ambassadeurs vont s'occuper surtout de tout ce qui est vulgarisation de l'expo au niveau national et au niveau international.

Nous sommes dans une phase de pré-lancement. Nous serons à Milan pour réceptionner les clés du Pavillon Sénégal. C'est un grand pavillon de 250 m2, de deux niveaux où il y aura des stands, une décoration et il y aura à l'intérieur des expositions de produits agricoles, horticoles, halieutiques, artisanaux, textiles mais également une exposition du Plan Sénégal Emergent, avec l'APIX, la BNDE, le FONGIP, le FONSIS entre autres et tous les ministères concernés qui seront là-bas vont montrer ce qui se fait le mieux.

Ce sera donc un pavillon de deux niveaux : le premier niveau ce sera l'exposition mais le deuxième c'est l'expo business-matching où on va impliquer le secteur privé. Nous avons déjà discuté avec la Chambre de commerce, également avec tout le patronat qui va être le relais entre le secteur privé sénégalais et les investisseurs et les exportateurs des 148 pays qui seront là-bas, tous les jours, pendant 6 mois.

Il s'agira de missions économiques permanentes, pendant six mois, au niveau du pavillon. Ce sera la plus grande rencontre économique mondiale de ces dernières années et le Sénégal y sera bien représenté. Notre pays a plusieurs fois participé à l'Exposition Universelle mais c'est la première fois qu'il a mis en place le système business-matching.

Aujourd'hui, avec la mondialisation, on



pense et il est vrai que la culture est toujours là, mais on est beaucoup plus dans le domaine économique, des échanges, des opportunités commerciales et des investissements. L'Expo de cette année est très focus sur l'économie ; et c'est la première fois dans l'histoire que le Sénégal fait partie du Comité directeur de l'expo, parce que sur les 148 Commissaires Généraux, il n'y a que 29 qui sont dans le Comité Directeur et c'est la première fois que le Sénégal a déposé sa candidature et depuis il y a de cela trois mois à Parme, le Sénégal a été accepté dans le Comité directeur de l'Exposition universelle.

Votre dernier mot ?

C'est déjà un appel à toute la diaspora sénégalaise. Je profite de l'occasion pour féliciter le Consul du Sénégal à Milan qui a fait un excellent travail de synergie. A Milan elle est entrain de tout faire pour faire participer toute la diaspora sénégalaise qui se trouve en Italie, pour que cette diaspora puisse venir participer à l'expo universelle. A Milan, en Italie et dans toute l'Europe, nous lançons un appel à tous pour que tout le monde puisse participer, un appel à tout le secteur privé sénégalais pour qu'il puisse aussi participer à l'exposition. L'appui du secteur privé peut contribuer à relever la qualité de la participation et je pense que ce sera un appel qui sera entendu parce que nous avons toujours été des partenaires du secteur privé.

AGROPASTEUR

MENSUEL D'INFORMATIONS SUR L'ELEVAGE, L'AGRICULTURE, LA PÊCHE ET L'ENVIRONNEMENT

Tél : 221 775362018 Sacré Coeur2 Villa N°8608/G face Rondpoint
Boulangerie jaune

77 536 20 18

Web : www.agropasteur.info

Email : agropasteur@yahoo.fr

babasene402@gmail.com Dakar Sénégal

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Ousmane SENE

COMITÉ DE RÉDACTION : Ousmane SENE, Papa SAMB, Ousmane SENE, Aminou DIOP, Niakhaly SENE, Tengui THIARE (Stagiaire), Falang FALL

MONTAGE :  77 998 10 24

IMPRESSION : AFRICOM

DISTRIBUTION : ADP

LE SALON INTERNATIONAL DE PARIS, UNE VITRINE POUR L'AGRICULTURE SÉNÉGALAISE

La capitale française a accueilli du 22 février au 1er mars derniers, la 52ème édition du Salon International de l'Agriculture de Paris (SIA)



Ce rendez vous annuel parisien très couru par le monde agricole et rural constitue traditionnellement une belle opportunité pour les agriculteurs et le Secteur privé sénégalais. En effet, cette « grande ferme » de la Porte de Versailles est mise à profit par les exposants sénégalais et leurs accompagnateurs pour partager les atouts du pays et nouer des partenariats féconds avec des acteurs venus de divers horizons. Surtout, dans un contexte de mise en œuvre effective du Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS). Lequel nourrit une forte ambition qui est de rendre notre Agriculture compétitive, inclusive, capable de nourrir au mieux et durablement les populations, d'augmenter les revenus des ruraux et d'assurer des emplois agricoles et non agricoles.

Un an après le passage du Sénégal devant le Groupe Consultatif à Paris qui a mis sur

orbite le Plan Sénégal Emergent (PSE), voilà que notre pays revient en force au Salon International de l'Agriculture de Paris (SIA). En témoigne le nombre, la qualité des participants et la diversité du programme proposé durant cette grande manifestation. Des Organisations Professionnelles Agricoles (Producteurs, Eleveurs) aux Petites et Moyennes Entreprises spécialisées dans la transformation et le conditionnement des produits locaux en passant par des Structures de fourniture d'équipement et de matériel agricoles, les projets et programmes de développement agricole et rural, les Organisations Non Gouvernementales ou encore les chambres consulaires, entre autres participants, c'est du beau monde qui a fait le déplacement du SIA de Paris 2015.

Cette année, le Sénégal a occupé une surface d'exposition permanente dans un pavillon de 300m2 pour mettre en relief et

valoriser les efforts fournis à la fois par le ministère de l'agriculture et de l'équipement rural, le secteur privé et l'ensemble des partenaires. En plus de l'exposition qui a été un succès éclatant au regard du nombre de visiteurs enregistrés, le SIA de Paris c'est aussi un espace de rencontres parallèles, de prospection de partenaires potentiels et de communion avec la diaspora très sensible au retour vers l'Agriculture. C'est dans cette dynamique qu'il faut certainement inscrire la rencontre organisée par le Réseau des Acteurs Porteurs d'Initiatives de Développement Economique Sociale et Solidaire (RAPIDES). Cette Structure présidée par Mme Soukeyna Touré a financé la participation au Salon d'une vingtaine d'élus locaux notamment des Maires de communes du Sénégal.

A Villepinte où se tenait concomitamment le Salon International du Machinisme Agricole (SIMA), les Organisations Fautières et leurs membres ont pu s'imprégner de l'impact de la motorisation et de la mécanisation sur le développement agricole et rural. La délégation sénégalaise y a rencontré des constructeurs qui misent sur l'innovation avec des machines haut de gamme. Ce qui a fait dire au patron de 'Tracto Services Équipement /Sénégal', Cheikh Amar que l'heure est bien à la modernisation et au renouvellement du matériel pour rendre l'agriculture sénégalaise compétitive et apte à nourrir durablement les populations locales.

Le thème de la participation du Sénégal retenu cette année s'intitule 'L'Agriculture, force motrice pour un Sénégal émergent'. Ce thème a été un axe fort des discussions lors de la Journée de Communication du Sénégal portant sur l'Agriculture sénégalaise dans le

cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE). La Journée du Sénégal a également été un moment intense de l'édition 2015 du SIA de Paris ; elle a été organisée le 28 Février 2015 à Pais-Porte de Versailles Hall7 Salle 733 Carina ; c'est dans une salle pleine que les nombreux participants ont échangé sur les atouts et les opportunités d'investissement qu'offre l'agriculture de notre pays. A cette occasion, on aura surtout remarqué une participation très active de la diaspora et des pays limitrophes du Sénégal. Au grand bonheur du Commissaire du Salon et chef de la délégation sénégalaise Mr Boubacar Bop. Selon ce dernier, le bilan est effectivement positif. « Nous avons la satisfaction d'avoir bien organisé cette édition et la Journée du Sénégal a connu une forte participation non seulement de ceux qui sont venus du Sénégal c'est à dire les institutions, les programmes et projets, les banques, les agriculteurs et les opérateurs de marché mais aussi de la diaspora et de plusieurs partenaires européens » a-t-il souligné.

Il est important de signaler qu'acquis à la cause de faire de l'Agriculture la force motrice pour un Sénégal émergent le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural a bien voulu cette année encore conjuguer ses efforts avec le secteur privé à travers l'Union Nationale des Chambres de Commerce d'Industrie et d'Agriculture du Sénégal (UNCCIAS) pour présenter au reste du monde une agriculture diversifiée compétitive en passe de gagner le pari de l'autosuffisance pour les produits de base et prête à gagner des parts de marché substantielles sur les créneaux porteurs d'exportation qui lui confèrent des avantages comparatifs.

LAMINE LÔ (DIRECTEUR DE CABINET DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT RURAL)

«C'est heureux de constater que la diaspora accorde un intérêt majeur au retour vers l'Agriculture»

Présent au SIA 2015, le directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural est venu renforcer la délégation sénégalaise qui a placé très haut la barre cette année lors de cette grande messe des ruraux. Le Sénégal marque ainsi sa présence à nouveau à cette importante manifestation pour démontrer l'attractivité de son agriculture ; c'est la quatorzième participation du Sénégal, qui revêt une importance capitale. Le salon a coïncidé cette année avec l'édition du SIMA, le Salon International du Machinisme Agricole qui s'est tenu à Villepinte du 22 au 26 février 2015 une véritable opportunité de voir les équipements et les techniques récentes d'amélioration de la productivité agricole.

A l'issue de la visite des stands, Lamine Lô s'est adressé à la presse pour tirer les enseignements de la participation de son pays au Salon de Paris.

« c'est un honneur pour moi de diriger la délégation sénégalaise au SIA 2015 de Paris au nom du ministre de l'agriculture et de l'équipement rural le docteur Papa Abdoulaye Seck. Ce qu'il faut retenir, c'est

que ce salon est le premier après notre passage au Groupe Consultatif de Paris tenu ici l'année dernière. Le Salon de l'année dernière avait coïncidé avec la réunion du Groupe Consultatif et celui de cette année est le premier après l'adoption du Plan Sénégal Emergent (PSE) par le Groupe Consultatif. Donc, vous voyez toute l'importance que revêt cette manifestation parce que nous sommes d'ores et déjà dans le PSE notamment au niveau du secteur de l'agriculture par la réalisation de projets d'importance capitale. Ce sont les corridors céréaliers, c'est aussi l'intégration des filières à haute valeur ajoutée. Nous sommes là pour présenter le programme de relance et d'accélération de la cadence Agricole du Sénégal (PRACAS). Mais aussi pour le présenter au niveau de la diaspora. Dans le cadre du programme que nous avons établi cette année, en plus des visites programmées de stands, la présentation de nos produits, il y aura la Journée de communication du Sénégal qui se déroulera le 28 février sur le thème « opportunités d'investissements de la diaspora française et

des pays limitrophes dans le secteur de l'Agriculture. Ce sera également sous forme de table ronde où les problèmes de l'Agriculture seront passés en revue et discuté ; les opportunités d'investissements dans le secteur seront définies également et tout cela en présence des autorités sénégalaises au premier rang duquel le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural. Il ya aussi le SIMA, qui constitue un temps fort de l'agenda de la délégation sénégalaise. Une visite guidée sera organisée à Villepinte sur le machinisme agricole qui revêt une importance dans le cadre de l'exécution du programme sénégalais notamment le PRACAS. Pour finir, je tiens à magnifier la collaboration et le partenariat « PPP » entre l'Union Nationale des Chambres de Commerces d'Industries et d'Agriculture (UNCCIAD) et le MAER. Ce qui a permis une parfaite organisation de la participation du Sénégal à ce Salon. C'est déjà une réussite et nous nous en félicitons. Je remercie aussi toutes les structures présentes, ASEPEX, COSEC, PORT AUTONOME, CNCAS notre partenaire leader et tous les



Projets qui ont tous aidé et appuyé la participation des Organisations de Producteurs, des bénéficiaires et des Petites et Moyennes Entreprises".

DOCTEUR PAPA ABDOULAYE SECK (MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT RURAL) «Nous sommes dans une dynamique de progrès incontestable»

L'Agriculture sénégalaise est dans une dynamique qui lui permet de jouer un rôle pivot pour la construction de notre émergence économique. Au vu des résultats préliminaires du PRACAS, nous pensons véritablement que des progrès substantiels vont être accomplis dans un proche avenir. C'est le sentiment majeur du ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural à l'issue de sa visite au SIA.

Monsieur le ministre, quelles sont vos impressions au terme de votre visite des stands sous label Sénégal ?

Docteur Papa Abdoulaye Seck : Comme vous le savez tous, le Salon International de l'Agriculture de Paris est effectivement un excellent baromètre pour jauger l'état de son agriculture par rapport au reste du monde. Par conséquent, nous tenons chaque année à y assister en vue de faire cet exercice. Je dois vous dire également qu'après avoir visité l'ensemble des stands sous le label Sénégal, je suis très content parce que j'estime que l'agriculture sénégalaise s'est bonifiée cette année. C'est très significatif. Une signification liée à la diversité et à la qualité des produits mais aussi à l'engagement des différents acteurs intervenant au niveau des chaînes de valeurs agricoles. Mais bien qu'il y ait ces bonifications, nous pensons que nous devons travailler davantage pour améliorer tout ce qui tourne autour des opérations post-récoltes et pouvoir obtenir des emballages de qualité. Car, aujourd'hui quand on cherche la compétitivité il faut tenir compte de la compétitivité phytosanitaire qui permet de disposer de produits à haute valeur ajoutée. Ce sont ces différents types de questions que je viens d'évoquer avec les exposants notamment en ce qui concerne l'emballage. Donc, nous pouvons espérer que l'année prochaine s'il plaît à Dieu, l'Agriculture sénégalaise va encore davantage se bonifier et il y aura une plus forte attractivité des produits sénégalais sur les marchés internationaux. En tout cas, nous sommes dans une dynamique de progrès qui est in-

contestable parce que cette année comme vous le savez le Sénégal a pu exporter pour la première fois de son histoire 86.000 tonnes de fruits et légumes. Ce qui est absolument remarquable parce que de 1960 à 2000, la moyenne était de l'ordre de 6.000 tonnes ensuite à partir de 2000 il y a eu une certaine reprise de nos exportations qui sont passées à plus de 10.000 puis 12.000 et maintenant à 86.000 tonnes. Dès lors, il y a de bonnes raisons de penser que le Sénégal pourra atteindre l'objectif fixé dans le cadre du PSE qui est de tout mettre en œuvre pour que nous puissions exporter 157.000 tonnes de fruits et légumes. C'est dire donc que les progrès sont là mais il n'est jamais de trop pour faire plus et nous sommes dans cette dynamique pour faire plus et mieux afin que l'agriculture sénégalaise joue un rôle pivot pour la construction de notre émergence économique. Je crois que c'est cela la vision stratégique du président de la république et au vu des résultats déjà préliminaires, nous pensons véritablement que des progrès substantiels vont être accomplis dans un proche avenir.

La question du foncier agricole est souvent revenue dans vos échanges avec les acteurs. Où en est-on dans ce dossier ?

P.A.S : Cette question du foncier agricole est souvent revenue mais vous n'êtes pas sans savoir que le président de la république a institué une commission chargée d'étudier l'ensemble des questions qui relèvent du foncier. A ce stade, ce que je puis dire c'est que pour le gouvernement



du Sénégal, il est hors de question d'avoir un marché foncier rural. Nous faisons une différence nette entre ce qu'il faut appeler la sécurisation de l'investissement privé et le transfert définitif de propriété. Et la commission mise en place est entraînée de travailler dans cette direction pour que nous puissions avoir une bonne gouvernance foncière qui va permettre une relance aussi bien de l'investissement familial que de l'investissement privé. Cette question est très importante mais ses différents aspects sont pris en charge dans le cadre de sous-commissions spécifiques qui vont bientôt dépo-

ser leurs travaux.

Quid de la mise en place des chambres d'agriculture au Sénégal ?

P.A.S : S'agissant de la mise en place des chambres d'agriculture au Sénégal, le rôle de l'Etat c'est d'accompagner l'ensemble des acteurs pour que nous puissions avoir des chambres consulaires très fortes. Cela va nous permettre en tant qu'Etat d'avoir une bonne porte d'entrée et ce sera aussi l'occasion pour qu'il puisse y avoir une mise en synergie des efforts et des compétences dans le cadre de la construction d'une agriculture forte.

Dr Charles Faye (Directeur du FNDAPS)

«Accompagner le processus de mise en place des Chambres d'Agriculture au Sénégal»

«Nous venons de faire un partage d'expériences avec les responsables de Chambres d'Agriculture Françaises. Cela a été une réunion importante pour les autorités et pour nous qui sommes les structures opérationnelles du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural en compagnie des Organisations de Producteurs au niveau faîtière et au niveau des filières. Je pense que c'est un processus qui va démarrer au Sénégal et qui devra prendre en compte les leçons et les bonnes pratiques au niveau de la France, c'est dans ce cadre que je pense qu'il est nécessaire d'asseoir les bases d'un partenariat durable avec les autorités françaises pour visiter les erreurs dans le pays. Mais aussi conceptualiser, adapter la création de ces chambres par rapport à nos réalités locales et surtout partir de la base pour pouvoir les bâtir. C'est ça le plus important pour nous au Sénégal, comme je l'ai dit c'est un processus en construction et nous sommes très optimistes dès l'instant qu'on associe dans le débat les OP à la base qui constituent la centralité de toute action et pour nous en

tant que structure technique comptons accompagner ce processus »

SAMBA GUËYE (PRÉSIDENT DU CNCR)

« C'est une réunion organisée pour essayer d'échanger de parler et de discuter sur les mécanismes que nous allons mettre en place et sur les outils que nous allons avoir pour travailler au niveau de ces chambres d'agricultures. Nous pensons qu'il faut approfondir la réflexion, continuer à discuter dialoguer et essayer de définir des paramètres nous permettant de réussir ce que nous voulons faire au niveau du pays. Nous avons la chance d'avoir des pays où les chambres d'agriculture marchent et ça été fait notamment au niveau de la France qui a réussi à travers une parfaite intelligence pour arriver à ce niveau je pense que le Sénégal a la chance de regarder ce qui a été déjà fait pour s'inspirer pour mettre en place un mécanisme pour la durabilité. Je pense que si on continue à réfléchir comme on a débuté de manière participative inclusive on aura des résultats dans

le futur. Concernant les autres questions discutées qui concernent l'installation des jeunes dans l'agriculture le financement les métiers agricoles, le foncier là le Sénégal a emboité le pas parce que nous avons chez nous une Loi d'Orientation Agro sylvo pastorale consensuelle qui a été votée et promulguée. Il y a une commission de réforme foncière qui est entraînée de faire le travail, il y a l'acte 3 de la décentralisation où les départements vont être des lieux d'expression pour régler tous ces aspects et je pense que si nous travaillons avec tout ce monde je pense que ce que nous voulons réussir sur le foncier le sera. C'est un foncier rural, il faut permettre aux acteurs qui travaillent à ce niveau d'être propriétaire et d'avoir là où travailler et je pense que si on le fait ce sera une très bonne chose. Les métiers agricoles et l'installation des jeunes ont constitué un pan de nos discussions où les français ont fait un travail important. Aidés par l'industrialisation, ils ont eu des séquences pour pouvoir faire et réussir l'installation des jeunes et permettre d'avoir un paquet pour un



suivi par le Conseil Agricole et Rural et un suivi. Je pense que ça été une très bonne chose de pouvoir discuter avec des gens qui ont un vécu par rapport à ça et de nous permettre de continuer »

Journée Internationale de la Femme édition 2015 à Louga

Louga, Sénégal- 8 Mars : Il est de coutume de célébrer la journée internationale de la femme à Louga depuis l'avènement du projet Equité de Genre dans la Gouvernance Locale (GELD) de ONU Femmes dans la localité. La commémoration de la présente édition a eu un engouement et une mobilisation sans précédent car portée par les femmes élues de la région, issues des élections locales où la loi sur la parité hommes-femmes y a été appliquée pour la première fois. Quatre grandes activités ont marqué la journée de célébration dans les trois départements d'intervention du projet : Une conférence sur les défis de l'autonomisation des femmes et leur participation active dans les instances de gestion des collectivités locales à Linguère ; Un Panel sur les « violences à l'école : un frein à la scolarisation et au maintien des filles à l'école » à Louga ; Un panel sur « Femme et Société » à Kébémér ; Un panel sur « l'autonomisation économique, quelles perspectives ? » à Guéoul.

L'autonomisation des femmes commence par l'autonomisation des filles », « les violences à l'école : un frein à la scolarisation et au maintien des filles à l'école », C'est autour de ces thèmes que les différents intervenants et acteurs du système éducatif se sont prononcés lors de l'ouverture des festivités à Louga. Les acteurs ont ainsi dénoncé les facteurs qui gangrèment l'éducation des filles notamment le faible taux d'achèvement des filles dans la région, le fort taux d'abandon des filles, le faible taux de fréquentation des filles des filières scientifiques et techniques, les pratiques culturelles telles que les mariages précoces et les travaux domestiques, le travail des filles pour subvenir



aux besoins de leur famille, les violences en milieu scolaire, les grossesses précoces et indésirées, la reproduction des inégalités sociales dans les écoles où le plus souvent c'est les filles qui nettoient les classes et les toilettes et s'adonnent aux petites corvées pendant que les garçons jouent à la récréation. C'est le constat unanime des différentes autorités locales et religieuses, des organisations de défense des droits de l'homme et partenaires techniques qui ont pris part au PANEL organisé par le Projet GELD en rapport avec l'amicale des enseignantes et l'antenne SCOFI de Louga. Mme Aissatou Kassé, Présidente de l'Antenne Régionale SCOFI, s'exprimait en ces termes « l'école doit être un espace sécu-

risant et sécuritaire pour les filles, un lieu de protection et d'apprentissage des valeurs. Si nous volons lutter contre les inégalités à l'école, il faut une intégration effective du genre en milieu scolaire, il faut également préparer les filles à porter le combat du genre ».

La Coordinatrice du Programme GELD de ONU Femmes (UN Women), Dieynaba Wane Ndiaye, dans son intervention, a réitéré l'engagement d'ONU Femmes à soutenir l'éducation des filles. Elle a magnifié le travail des associations féminines de Louga (SCOFI, l'amicale des enseignantes, le CLVF, le FAWE, l'association des personnes handicapées, entre autres) qui, confrontées au quotidien à la détresse de filles victimes de violences,

ont d'une part cherché à y répondre en développant une aide de proximité, et d'autre part porté au cœur du débat public cette question longtemps considérée comme relevant seulement de la sphère privée.

A l'issue du panel, les acteurs de la région ont plaidé pour la mise en place d'un cadre de concertation des acteurs intervenants dans l'éducation des filles en vue de mieux coordonner et harmoniser leurs efforts et face à ce constat alarmant sur l'éducation des filles, ils se sont engagés à mettre les bouchées doubles pour que les violences à l'encontre des filles deviennent un événement rare à l'école, considéré comme inacceptable et plus jamais toléré.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME Sous le seau de l'autonomisation

Sous l'effet conjugué de la mondialisation, de la volatilité des prix des denrées alimentaires, du changement climatique et de l'accroissement démographique, les populations faiblement pourvues de moyens, particulièrement les femmes, sont de plus en plus confrontées à des difficultés multiformes. Entre surcharge de travail, accès congru aux fruits du labeur familial, faible instruction et vulnérabilité aux chocs, les femmes sont en butte à des inégalités de divers ordres. Aussi bien en milieu rural qu'urbain, les femmes sont généralement moins loties que les hommes, accèdent difficilement aux biens et services et demeurent sous représentées au niveau des instances de décision. Or, il est amplement prouvé que si ces agents de développement à base ont la possibilité de participer pleinement à l'activité économique et d'améliorer leur productivité c'est toute la communauté qui ne s'en porterait que mieux. En effet, les retombées économiques, l'amélioration de la qualité de vie et le bien-être social sont mieux ressenties au sein des familles quand les femmes qui sont pourtant au premier rang dans la croisade contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté, bénéficient de meilleures opportunités de développement. Bref, lorsqu'elles sont économiquement et socialement autonomes, les femmes sont de puissants vecteurs de changement.



Mais le chemin est encore long pour transcender tous ces handicaps. En mesurent-elles vraiment tous les enjeux ? Nous pensons que oui. Même si beaucoup de choses restent encore à faire dans le domaine de la rationalisation des comportements qui tiennent moins des tares d'une société patrilinéaire et patrilocal qu'à un goût immodéré des mondanités. Dès lors, au-delà du rituel marqué généralement par le folklore et autres extravagances, la Journée Internationale du 08 mars devrait être comprise et abordée comme une réelle opportunité de renforcement du plaidoyer en faveur de ce groupe défavorisé. Si les autorités en

charge de la question et les organisations de promotion des femmes travaillent à des interventions sélectives pour inverser la tendance qui plombe leur essor, ces agents économiques dont le dynamisme n'est plus à démontrer gagneraient à s'affirmer davantage. Ce qui passe inéluctablement par une meilleure intégration dans les instances de décision. En réfléchissant par elles mêmes et pour elles mêmes, les femmes pèseraient mieux dans les politiques et les actions qui influent directement sur leur devenir. Sous ce rapport, on peut se féliciter de la politique menée par des institutions de coopération telles que le Fonds interna-

tional de développement agricole (FIDA). A travers les projets et programmes cofinancés par cet organisme onusien, les investissements sont non seulement garantis aux femmes bénéficiaires mais aussi des actions spécifiques (renforcement de capacités, de pilotage et d'apprentissage) sont développées à leur profit.

A l'occasion de cette Journée Internationale, 'Agropasteur' qui accompagne depuis quelques années les femmes en développement (agricultrices, éleveurs, opératrices de marché, chefs d'entreprises etc.), donne la parole à ces actrices du développement.

Bonne Lecture !

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DE PARIS (SIA 2015)

Pour Mr Fallou Diéye venu représenter le Gouvernement du Sénégal le Salon International de l'Agriculture de Paris est pour lui une bonne opportunité pour le Sénégal de démontrer et de montrer ce qu'il peut faire, ce qu'il fait et ce qu'il entend faire sur le plan agricole dans tous les domaines de la recherche, du développement, du financement etc., de rencontrer nos compatriotes de la diaspora qui sont d'abord des investisseurs qu'il faut considérer, qu'il faut les attirer par différents moyens d'incitation au niveau de la politique agricole, l'environnement des affaires l'appui qu'on peut leur apporter. De l'avis du Conseiller Spécial du Premier Ministre du Sénégal sur les questions Agricoles « c'est véritablement une bonne occasion pour les ministères techniques tournant autour de l'agriculture notamment l'agriculture, la pêche, l'élevage et l'environnement etc. la foresterie pour rencontrer ces investisseurs.

MR FALLOU DIÉYE (CONSEILLER SPÉCIAL DU PREMIER MINISTRE DU SÉNÉGAL - REPRÉSENTANT DU SÉNÉGAL AU SIA)

«Attirer la diaspora par différents moyens d'incitation au niveau de la politique agricole»

Quels enseignements tirez-vous de la journée du Sénégal que vous avez présidée ?

Fallou Diéye : C'est une journée très importante qui s'adresse à la diaspora, n'oublions pas que la diaspora en termes d'apport financiers en termes de transfert, représente pratiquement plus que l'aide au développement. Donc, c'est une cible très importante pour l'investissement privé donc le ministre et l'ensemble des structures qui sont intervenus ont fait un excellent travail d'explication de présentation des projets d'abord de la vision définie par le président de la république des projets et des programmes qui matérialisent cette vision ; donc je pense que la journée a été très bien organisée et la cible a été atteinte si je puis dire parce que les réactions de la salle étaient très favorables. Je pense que ces genres de manifestations nous permettront de diriger un peu les flux financiers des émigrés vers la réalisation de nos objectifs de développement en particulier le développement agricole au sens large. En fait, on parle du transfert qui se chiffre à plus de 500 Milliards ou autour de 600 milliards par an il ne faut pas que toute cette manne financière aille à la consommation finale il faut qu'une partie s'investisse en dehors de l'immobilier qui était la destination privilégiée et qu'on les aide à les diriger vers l'agriculture qui est notre priorité de développement dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE).

En tant que spécialiste des questions agricoles et rurales, quelle lecture avez-vous de la mise en place des mécanismes d'impulsion de la vision du Président de la République pour le traduire en réalité pour un développement réel de notre agriculture ?

Comme vous le confirmez la vision est très claire comme l'a dit aussi un des participants. La vision actuelle du président de l'agriculture est probablement la plus cohérente la plus complète et la plus pertinente qu'on ait vue depuis plusieurs décennies au Sénégal. Et comme j'ai dit ailleurs, aujourd'hui l'agriculture se trouve sur une fenêtre d'opportunités qu'il faut pas louper qui se concrétise par une volonté politique très affirmée, qui n'est pas seulement une volonté politique dans l'air mais qui s'appuie sur des axes très concrets. Une politique clairement définie avec des moyens considérables des

moyens très importants au niveau du budget au niveau de l'attraction de l'investissement privé au niveau des structures d'encadrement de financement qui sont là et puis un appui à tous les niveaux aussi bien du côté de l'offre que du côté de la demande. Je crois que c'est très important. Rien qu'au niveau foncier tout d'abord la vision actuelle qui est entrain d'être mise en œuvre est une vision mixte qui vise à la fois la protection du patrimoine foncier des ruraux d'une part les petites exploitations qui doivent avoir la pleine maîtrise de leur foncier, d'autre part l'attraction de l'investissement privé à qui on garantit une certaine sécurité dans l'investissement pour qu'un partenariat gagnant-gagnant puisse s'établir entre le monde rural donc l'agriculture et les investisseurs privés. Et ça c'est très important. Au niveau du financement comme vous l'avez vu en plus de la CNCAS qui est la banque classique qui est là depuis 1984 qui est le bras armé de l'état pour financer l'agriculture, il y a le FONSI, la BNDE etc. qui viennent de même que la Compagnie Nationale d'Assurance Agricole qui participe au financement puisqu'elle sécurise en garantissant un peu les risques. Donc, l'ensemble de ces éléments que j'ai cités et d'autres que je n'ai pas cités font qu'aujourd'hui l'agriculture se place sur une fenêtre d'opportunités qu'il ne faut pas louper. Il faut absolument que tous les acteurs s'y mettent puisque l'état a déjà fait sa part du chemin, il faut que les producteurs qui sont aussi très braves s'y mettent ainsi que les autres acteurs aussi pour atteindre d'abord la sécurité alimentaire et l'autosuffisance pour certains produits tels que le riz, la tomate, l'oignon, la pomme de terre, le mouton de tabaski, c'est-à-dire les secteurs pour lesquels nous avons des avantages comparatifs.

Les agriculteurs sénégalais sont un peu nostalgiques de l'époque dorée de l'arachide et semblent être victimes de la promotion d'autres spéculations telles que le riz et ou les produits horticoles à grande valeur ajoutée. Quelles sont les perspectives pour cette spéculation ?

Les spéculations développées ne se font pas au détriment de l'arachide. L'exploitation agricole est un complexe : le producteur gère d'abord la sécurité alimentaire même si ce n'est pas direct donc il fera toujours des céréales et d'autres



espèces diverses comme l'arachide, le coton etc. Maintenant, l'horticulture ce sont des cultures de rente qui génèrent d'importants revenus pour les producteurs. L'arachide est au centre de l'agriculture sénégalaise, elle pousse aussi les céréales, c'est aussi une culture vivrière parce que rappelez vous tout ce que nous consommons au niveau de l'arachide les pâtes, la sauce 'tigadégou' et autres utilisations. Donc, l'arachide est au centre de la politique agricole du président Macky Sall qui vise à stabiliser la production à au moins un million de tonnes parce qu'avec un million de tonnes nous satisfaisons les besoins internes en consommations diverses. Mais nous sommes présents sur le marché extérieur pour rapporter des devises. Et comme vous le voyez, une

bonne partie des subventions autour de quarante milliards et plus de l'engrais des semences du matériel agricole une bonne partie donc va à l'arachide en plus nous avons mis en place un fonds de commercialisation de l'arachide et le prix a été subventionné et continuera à être subventionné pour la première fois depuis que l'arachide est vendue au Sénégal pour la première fois on a franchi le prix officiel de 200 francs le kg l'année dernière et le prix reste cette année donc évidemment l'arachide est au centre de la politique agricole. Evidemment, l'objectif le plus stratégique est la sécurité alimentaire et ce sont les céréales tels que le mil et surtout le riz qui nous permettent de réaliser cette sécurité alimentaire en partie ainsi que d'autres aspects.

KHADIDJA NÉNÉ DOUCOURÉ (COORDINATRICE RÉGIONALE EN CHARGE DU CIBLAGE, DU GENRE ET DE L'INCLUSION DES JEUNES-DIVISION AOC/FIDA)

«Les disparités dans la productivité agricole se réduisent lorsque l'accès à la terre et à l'emploi des facteurs de production de qualité sont particulièrement garantis aux femmes»

Selon la Coordinatrice régionale en charge du ciblage, du genre et de l'inclusion des jeunes au sein de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA, les faits et les chiffres montrent amplement que la croissance agricole est plus forte quand les femmes comme les hommes ont la possibilité de participer pleinement à l'activité économique. Mieux, elle souligne avec force que la réalisation du potentiel économique énorme que constituent les femmes est un levier essentiel sur lequel devraient s'appuyer davantage les politiques de développement agricole et rural. Dans l'entretien qu'elle a accordé à 'Agropasteur', à l'occasion de la Journée Internationale de la femme, Khadidja Néné Doucouré évoque aussi la riche expérience du FIDA et ses résultats probants au Sénégal et en Afrique en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation économique des femmes. Interview

Madame, présentez vous à nos lecteurs ?
Khadidja Doucouré : je suis la Coordinatrice régionale en charge du ciblage, du genre et de l'inclusion des jeunes au sein de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) du FIDA. Je suis également en charge du renforcement des capacités des organisations paysannes. Je suis basée à Dakar, au Bureau FIDA au Sénégal. Pour rappel, le Fonds International de Développement Agricole(FIDA) est une Institution des Nations Unies dont le mandat porte sur la lutte contre la pauvreté en milieu rural pour la promotion des exploitations familiales agricoles. Le FIDA comme son nom l'indique est aussi un Fonds, une Institution financière internationale, donc un levier de financement des projets et programmes de développement agricole et rural portés par les Gouvernements.

Ma zone d'intervention couvre 24 pays dont le Sénégal où le partenariat entre le Gouvernement et le FIDA date de 1979 et porte sur 16 projets/programmes exécutés pour un montant total de 428,6 millions de dollars US (dont 48% sous forme



de prêts et de dons) au bénéfice d'environ 456.000 ménages.

En ma qualité de Coordinatrice régionale Genre, mon travail consiste à donner corps à la Politique Genre et Autonomisation des femmes du FIDA avec comme mission de :i)conforter l'intégration du genre sur toute l'étendue du champ stratégique et opérationnel du FIDA dans la région AOC ;ii)renforcer les capacités des équipes de projets/programmes en matière de ciblage, genre et inclusion des jeunes(hommes et femmes) ;iii)participer et/ou susciter, au plan national et sous-régional,le dialogue en faveur et sur les politiques de genre ;iv)partager et diffuser les bonnes pratiques, les leçons apprises et les cas de

succès pour capitalisation et mise à l'échelle.

L'inégalité des sexes est souvent présentée comme une cause essentielle de la faible productivité et de l'échec en matière de développement dans nos pays. Comment cette situation impacte-t-elle justement sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté en milieu agricole et rural ?

K.D : les faits et les chiffres montrent amplement que la croissance agricole est plus forte quand les femmes comme les hommes ont la possibilité de participer pleinement à l'activité économique. Au Sénégal, le Projet d'Appui aux Filières Agricoles(PAFA) démontre que, preuve à

l'appui, que les disparités dans la productivité agricole et les rendements se réduisent lorsque l'accès à la terre et l'emploi de facteurs de production de qualité sont garantis à tous, particulièrement aux femmes et aux jeunes. Avec l'affectation équitable des terres aux hommes et aux femmes de manière égale (alors qu'auparavant, les femmes n'avaient droit qu'à la moitié de la part qui revenait aux hommes) et l'accès des femmes aux semences certifiées, aux fertilisants et à un outillage agricole fonctionnel accompagné d'un appui-conseil agricole approprié, les rendements ont significativement augmenté par rapport à ceux enregistrés les années précédentes. La commercialisation des surplus de production

résultant de l'accroissement significatif des rendements agricoles au niveau des différentes filières appuyées a augmenté de manière substantielle les revenus des femmes, amélioré leurs conditions de vie et celles de leur famille et renforcé leur résilience.

Au Ghana, l'accès des femmes à la formation entrepreneuriale et aux services financiers et au conseil approprié a largement contribué à l'émergence d'un entrepreneuriat féminin fort et crédible en milieu rural, à un accroissement consistant des revenus des femmes rurales et au renforcement de leur leadership économique grâce aux effets induits (création d'emplois pour les jeunes, valorisation des produits agricoles, mise en relation financière et commerciale...). Ce sont là des exemples qui démontrent que : i) l'accès inégal des hommes et des femmes aux ressources impacte négativement sur la croissance économique et par conséquent sur la réduction de la pauvreté en zones rurales notamment ; ii) la réalisation du potentiel économique énorme que constituent les femmes est un levier essentiel sur lequel les politiques devraient s'adosser davantage pour l'amélioration de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et la transformation sociale et économique des ménages ruraux de manière durable.

Parlez nous un peu de la politique prônée par le FIDA en matière de promotion de l'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans les zones rurales ? Quels en sont les objectifs stratégiques, les approches opérationnelles et la finalité ?

K.D : depuis sa fondation en 1978, le FIDA a fait de la lutte contre les inégalités entre les sexes et l'autonomisation économique des femmes la pierre angulaire de son action visant à réduire la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire. En 2012, le Conseil d'administration du FIDA a adopté la Politique genre et autonomisation des femmes. Cette décision matérialise la conviction et l'engagement du FIDA à soutenir la cause de l'égalité des sexes et de l'autonomisation économique des femmes. Elle s'appuie sur l'expérience du FIDA en la matière et sur les résultats de ses opérations sur le terrain. Cette nouvelle Politique consolide aussi la position de chef de file du FIDA dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans le contexte du développement agricole et rural. Les objectifs stratégiques de cette Politique s'articulent autour de trois axes :

- Objectif stratégique 1 : Promouvoir l'autonomisation économique des ruraux des deux sexes afin de leur permettre de participer pleinement aux activités économiques rentables et d'en bénéficier, sur un même pied d'égalité.

- Objectif stratégique 2 : Permettre aux hommes et aux femmes d'avoir une voix et une influence égales dans les institutions et les organisations rurales.

- Objectif stratégique 3 : Réaliser un équilibre plus équitable entre les femmes et les hommes dans la répartition du travail et des bénéfices économiques et sociaux.

Sur le plan opérationnel, le FIDA développe des mécanismes de ciblage inclusifs (renforcés si nécessaire par le système de quotas) pour atteindre les femmes rurales et amener une masse critique de femmes à tirer profit des res-



sources mobilisées au travers des projets et programmes soutenus dans les différents pays d'intervention. De manière plus substantielle, le FIDA met en œuvre des approches visant à améliorer durablement leurs conditions de vie avec des appuis structurants capables de lever les contraintes majeures auxquelles les femmes rurales sont confrontées. Ces approches se traduisent par : i) un accès plus équitable des femmes rurales aux facteurs de production (eau, terres, intrants, outillage et équipement agricoles...) pour renforcer leurs capacités productives ; ii) un accès aux ressources financières, à la technologie, aux services d'appui-conseil et de formation ; iii) la mise en marché des surplus de production en vue d'augmenter leurs revenus et leur autonomie économique ; iv) la promotion et le développement du leadership féminin dans les organisations paysannes mixtes pour des institutions et des actions plus représentatives et plus inclusives.

Peut-on avoir une idée de l'expérience du FIDA et de ses résultats dans ce domaine précis (notamment au Sénégal et en Afrique de l'Ouest et du Centre) ?

K.D : les nombreux cas de réussite à l'actif des projets et programmes appuyés par le FIDA en Afrique traduisent l'effort du Fonds à renforcer davantage l'autonomisation économique des femmes en zones rurales, à faire entendre leur voix dans les organisations paysannes et à créer les conditions d'un équilibre durable entre les hommes et les femmes dans la répartition du travail et de ses retombées.

C'est le cas au Burkina Faso où les aménagements hydro agricoles réalisés dans le cadre des projets appuyés par le FIDA offrent des opportunités d'accès à la terre plus équitables aux femmes. Aujourd'hui, les taux d'attribution des terres en faveur des femmes sont de 43% pour les parcelles dans les bas fonds rizicoles aménagés et de 64% dans les périmètres maraichers.

En Guinée, au Cameroun et en Côte d'Ivoire, le choix des filières et la prise en compte des maillons spécifiques dans lesquels les femmes sont plus présentes ou

qu'elles pourraient facilement intégrer se révèlent être des mécanismes pertinents d'inclusion des femmes rurales dans les chaînes de valeur et de mise en relation avec les marchés en vue de compter effectivement parmi les acteurs devant se partager la valeur ajoutée.

Au Congo et au Sénégal, l'accès équitable des femmes à des semences certifiées et à un conseil agricole de qualité et de proximité a fortement réduit les écarts dans les rendements et la productivité agricole entre les hommes et les femmes. Ces écarts ont même disparu pour certaines spéculations.

Au Niger, la réalisation de puits villageois et de forages d'eau a fortement réduit le temps de corvée d'eau et permis aux femmes de participer à la formation et à la gestion des initiatives locales. Aujourd'hui, la composition des Comités de gestion des banques de soudure et des banques céréalières est exclusivement féminine avec comme corollaire une bonne gestion et un leadership féminin renforcé et reconnu. Sur un autre plan, l'accès des femmes aux technologies et techniques améliorées a non seulement réduit de moitié le temps de transformation des céréales, mais surtout atténué la pénibilité des tâches y afférentes. C'est le cas de la moissonneuse-batteuse et la décortiqueuse au Mali, au Sénégal et en Guinée ou encore le concasseur et la râpe mécanique au Cameroun, au Congo et au Nigéria. Cela s'est traduit par une augmentation des capacités de production passées du simple au double, une amélioration de la qualité du produit transformé, un plus grand respect des délais de livraison arrêtés avec les clients et aussi un accroissement du chiffre d'affaires induit par l'augmentation des volumes de ventes.

Enfin, au Sénégal, les aménagements hydro-agricoles réalisés par le Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entrepreneuriat Rural (PADAER) dès sa première année de mise en œuvre, ont eu des effets très positifs sur la vie quotidienne et économique des populations rurales et particulièrement sur celles des femmes et des jeunes filles. Les zones d'intervention du PADAER sont très enclavées rendant ainsi les déplace-

ments des populations très difficiles voire impossibles pendant l'hivernage, occasionnant un ralentissement conséquent des activités économiques des femmes, des difficultés dans l'évacuation des malades surtout des femmes enceintes et des enfants malades, l'accès aux établissements scolaires très compliqué pour les jeunes filles, les problèmes d'insécurité (vols, violences et viols...). Les digues et les ouvrages de franchissement réalisés par le PADAER ont favorisé le désenclavement des hameaux et villages. Les évacuations sanitaires des populations malades vers les autres structures de santé ont été rendu possibles toute l'année durant. Les élèves et notamment les filles ne font plus de grands détours pour accéder à leurs établissements scolaires. Les femmes parviennent à écouler plus facilement les produits agricoles au niveau des marchés hebdomadaires locaux (loumas) et régionaux.

Votre dernier mot, Madame?

K.D : des avancées significatives et visibles sont notées à tous les niveaux tant sur le plan de l'autonomisation économique des femmes rurales que sur celui de leur leadership en passant par la réduction de la pénibilité de certaines de leurs tâches agricoles et domestiques. Les résultats et les acquis méritent d'être renforcés, consolidés et mis à l'échelle pour atteindre une masse critique d'hommes et de femmes dans la perspective d'une transformation socio-économique durable des zones rurales. Les résultats sont reconfortants, des mutations s'opèrent positivement, parfois lentement mais sûrement. Il faut donner du temps au temps, qui plus est dans notre région où les inégalités de genre sont encore persistantes car, fortement liées aux réalités socioculturelles. Les changements qualitatifs attendus dans les relations hommes-femmes et dans leurs positions et rôles respectifs dans les sphères domestiques comme publiques s'inscrivent dans la durée et vont au-delà de l'espace temporel du cycle de vie d'un projet ou d'un programme.

Propos recueillis par Mariama Sall

MARIA HARTI CONSEILLÈRE TECHNIQUE AU FIDA EN GENRE ET CIBLAGE «Les femmes rurales portent le changement lorsqu'elles sont économiquement et socialement autonomes»

Les femmes rurales sont des acteurs de premier plan dans le secteur agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ; mais elles restent encore confrontées à des difficultés majeures qui ont pour noms : inégalité dans l'accès aux facteurs de production, faible représentation aux instances de décision, lourdeur des travaux domestiques etc. Dès lors, l'amélioration de leurs capacités qui est fortement corrélée au progrès dans la qualité de vie et à la réduction de la pauvreté au niveau des communautés de base, mérite une attention particulière. C'est la forte conviction de la Conseillère Technique au FIDA en matière de Genre et de Ciblage. Au cours de cet entretien accordé à 'Agropasteur' en marge de la dernière Revue à mi-parcours du PAFA, Maria Harti revient sur la politique de ciblage du FIDA et apprécie les résultats enregistrés par le projet en termes d'inclusion des couches vulnérables, entre autres sujets abordés.

Agropasteur : L'une des contraintes majeures qui plombe la productivité des femmes rurales en Afrique de l'Ouest, c'est l'accès aux terres. Cette question est souvent revenue au cours de la visite de terrain. Comment l'appréhendez-vous ?

Maria Harti : je crois qu'il faut approcher cette question à deux niveaux. D'une part c'est la question du Droit de la femme au foncier qui se pose et là évidemment au FIDA nous avons toute une démarche qui est faite pour soutenir ce problème du foncier. Nous avons des collègues qui travaillent là dessus pour faire des recommandations au niveau politique. Nous travaillons aussi avec « Land Coalition » qui soutient beaucoup les programmes des femmes pour l'accès au foncier. Mais dans la pratique c'est surtout dans les projets que je crois qu'il y a une chose très positive. Au PAFA par exemple, c'est au moment où l'on a établi les périmètres maraichers, les champs de niébé et de mil notamment que le travail a commencé tout d'abord par la répartition des superficies à mettre en valeur. Le projet a réussi à faciliter l'accès des femmes et des jeunes aux intrants de qualité, au matériel agricole et à la terre. Ainsi, les femmes ont pu bénéficier au même titre que les hommes, des mêmes superficies à emblaver.

Dans les périmètres aménagés avec l'appui du projet, les femmes, les jeunes et les hommes ont bénéficié de kits ménages. Dans un contexte où l'accès des femmes à la terre pose un problème, cette initiative permet aux femmes d'accéder à la ressource foncière et hydrique et de pouvoir produire

librement et améliorer leurs conditions de vie. C'est très important pour favoriser l'égalité ou l'équité à l'accès aux ressources et que les plus vulnérables au premier rang desquels les femmes, ressentent les progrès réalisés dans la qualité de vie. D'ailleurs, en plus des jeunes, les femmes constituent une cible prioritaire dans les projets et programmes cofinancés par le FIDA.

Justement, parlez-nous un peu de la politique de ciblage prônée par le FIDA ?

M.H : le FIDA a des stratégies très précises pour le ciblage des pauvres et des populations vulnérables. C'est l'intégration au genre et l'autonomisation des femmes. Tenez, c'est intéressant ce qu'on voit aujourd'hui au PAFA. C'est le fruit de tout un processus. Au moment de la conception, il y avait une volonté très claire de cibler les petits producteurs et la sélection des filières agricoles s'était faite dans le sens d'un auto-ciblage c'est-à-dire qu'il y a une définition sur le nombre, la surface mais aussi sur les productions. Donc, le fait qu'on ait procédé à l'auto-ciblage au départ a aidé à définir et à identifier les plus vulnérables. En plus, avec le projet, on a adopté une claire démarche pour toucher les femmes vulnérables, les handicapés et les jeunes. Donc, c'était des pourcentages qui étaient faits et en plus de cela, une démarche d'analyse et de contrôle pour voir aussi qui est pauvre dans les communautés. Ce qui a été très bien fait dans ces cas là. Car, les appuis sont effectivement allés aux populations les plus pauvres.

Quels sont les enseignements majeurs

RACHA OMAR (REPRÉSENTANTE DU FIDA AU CONGO ET EN RDC)

«Nous avons rencontré des femmes rurales bien engagées dans le processus d'autonomisation»

Très émerveillée par les résultats trouvés sur le terrain, la Représentante du FIDA au Congo et en RDC, s'est confiée à 'Agropasteur' en marge de la récente Revue à Mi parcours du PAFA à laquelle elle a participé au mois de septembre dernier.

« Ce qui est très important et impressionnant c'est que les populations bénéficiaires que nous avons vues sont entrain d'investir pour améliorer leur capacité de production et elles sont également entrain de voir plus loin. Nous avons échangé avec des femmes rurales déterminées et altruistes dans l'effort. Ce sont des femmes qui ont l'ambition de voler de leurs propres ailes. Pour la filière mil par exemple, nous avons remarqué que les bénéficiaires de manière générale et les groupements de femmes producteurs sont bien avancés

dans le processus d'autonomisation. Mieux, elles préparent elles mêmes les campagnes de production, vendent, transforment et percent de nouveaux marchés à l'intérieur du Sénégal et à l'extérieur. Ce qui dénote du travail abattu par le PAFA, ce qui permet de prouver qu'on peut bel et bien améliorer les conditions de vie des populations rurales pauvres. L'autre chose, au cours des visites de terrain, l'accès au foncier agricole est revenu plusieurs fois parmi les contraintes exposées par les femmes. Il n'y a pas de recette standard, ça dépend de chaque milieu et c'est à négocier. Mais il est clair qu'il constitue une question épineuse à prendre à bras le corps pour un meilleur accès des couches vulnérables aux terres de culture ».

Réalisé par Dondet Sène

que vous avez retenus à l'issue de la visite de terrain ?

M.H : ce qui m'a beaucoup plu et impressionné dans cette tournée, c'est d'une part les femmes CEF comme celles que j'ai vues à FELIR par exemple. Ce sont des femmes et des jeunes filles d'un dynamisme extraordinaire pour mobiliser la communauté. Ces CEF bien formés partagent toutes leurs connaissances, leurs savoirs au Groupement. C'est une très bonne démarche pour soutenir des futures leaders qui peuvent survivre après le départ du projet, dans d'autres situations, dans les Conseils Communautaires ou dans d'autres ONG. D'autre part, cette formation que les CEF ont reçue, je crois que c'est un bon outil pour renforcer le leadership au niveau communautaire. Ce qui a m'a encore plus séduit c'est qu'il y a beaucoup de femmes qui sont engagées depuis très longtemps dans le développement. Comme c'est le cas au niveau des groupements de Réfane. Très dynamiques et organisées depuis 1985 donc beaucoup d'expérience dans cette localité. Un long chemin a été tracé par les femmes et elles en sont très conscientes. Il faut maintenant attirer plus de jeunes et avec d'autres capacités pour travailler avec des ordinateurs dans l'administration de leurs activités. C'est là que je crois qu'il y a beaucoup de choses à faire.

En quoi consiste le volet femmes au FIDA ?

M.H : On peut donner plusieurs réponses par rapport à cette question. D'une part évidemment partout ces femmes s'organisent elles mêmes dans les coins les plus reculés.



Les femmes affichent sérénité et prennent leur destin en main. D'autre part elles n'attendent plus le ministère de la femme ou de la famille pour les assister. Il y a également une reconnaissance plus forte de leurs capacités. Et là, je crois que dans les dernières années, le FIDA a subi de grands changements dans la prise en charge des préoccupations des femmes. Chez nos collègues hommes aussi, les mentalités ont bougé et ils reconnaissent qu'il y a une large part contributive apportée par les femmes au développement rural. A travers les femmes, le développement des petits producteurs est accru. C'est important de prendre en compte tout cela.

Propos recueillis par Aboubacry Ba

Contre les violences et autres pratiques de maltraitance, les femmes éleveurs du Ferlo s'organisent pour faire connaître leurs droits

En partenariat avec ONU/ Femmes, le Directoire National des Femmes en Elevage (DINFEL) a mis à profit le mois de mars pour organiser pour un atelier de formation sur les droits humains pour l'éradication des violences basées sur le genre à Linguère. En direction de la Journée internationale qui leur est dédiée, cette session de formation de trois jours a réuni les femmes des communes de Thiel, de Gassane, de Barkedji, de Vélingara et de Younouféré.

Le Ranch de Dolli a été le point de convergence des femmes éleveurs du Ferlo pour dénoncer avec véhémence les pratiques de maltraitance et de violences dont elles sont victimes au quotidien. Ces violences qui ont noms : non inscription à l'état civil des naissances et des mariages, discrimination dans la distribution des terres, harcèlements ou chantages, la gestion patriarcale des forages et autres abus de pouvoir, ont été passées au peigne fin par les participantes à l'Atelier. A l'appui de témoignages et de partages d'expériences vécues, les femmes de la zone sylvo pastorale ont mis le focus sur les différentes formes de violences qu'elles subissent dans leurs ménages et dans leurs activités professionnelles. D'après la présidente nationale de leur directoire, les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes éleveurs sont diverses et variées. Donc, leur traitement

appelle des solutions spécifiques, a souligné Dieynaba Sidibé à l'intention des autorités compétentes en la matière. « Les femmes éleveurs se sont réunies pour s'insurger contre ces violences physiques et morales qui plombent leur promotion » a-t-elle ajouté. A ces maux, il convient de rajouter les problèmes de harcèlements sexuels et de mariages précoces, les vols de bétail, a relevé pour sa part Awa Dembal Sow, la présidente de la commission domaniale qui n'a pas aussi manqué de soulever les problèmes dont sont victimes les femmes dans la gestion des collectivités locales, notamment la gestion du foncier et l'attribution des responsabilités dans les communes. Avec l'expertise de l'Association des Juristes du Sénégal (AJS), structure-formatrice, ces femmes ont vu leurs capacités renforcées sur leurs droits. « Sans une claire conscience de nos droits légitimes, il est difficile pour nous de les réclamer. Maintenant, nous sommes éduquées et cela va changer le regard des hommes dans un milieu très conservateur » s'est réjouie cette participante venue de Gassane. Un sentiment largement partagé à l'issue de la session de formation de Dolli où les récipiendaires sollicitent davantage de capacitation sur leurs droits pour asseoir les conditions de leur autonomisation.

Mandiaye Bayo

LES RENCONTRES PARALLÈLES, UNE PLATEFORME D'ÉCHANGES ET DE CONTACTS

Le Salon International de l'Agriculture de Paris, c'est aussi une plateforme d'échanges et de contacts entre les participants venus des cinq continents. Nombre d'exposants issus aussi bien du Nord que du Sud misent sur les rencontres parallèles pour nouer des partenariats solides et féconds. C'est le cas du Réseau des Acteurs Porteurs d'Initiatives de Développement Economique et Solidaires (RAPIDES) qui accompagne efficacement l'Acte 3 de la Décentralisation qui a mis à profit cette opportunité pour réunir des porteurs de projets et des structures de financement. Le SIA 2015 est également un excellent prétexte pour vulgariser l'expérience du Nord et permettre au Sud de s'en inspirer. Ceci, à travers de grandes thématiques telles que le conseil agricole, l'appui à l'installation des jeunes dans l'agriculture et la place des organisations interprofessionnelles et des filières au sein des chambres d'agriculture. Focus sur ces événements majeurs qui ont enregistré une participation du Bureau Economique de l'Ambassade du Sénégal, de la DAPSA, du FNDAPS, des Tables Filières du PAFA, le CNCR et l'AFD.

LE RÉSEAU DES ACTEURS PORTEURS D'INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOLIDAIRES (RAPIDES)

SOUKEYNA TOURÉ (PRÉSIDENTE DU RAPIDES)

«Notre modèle de financement est fondé sur un partenariat win-win»

Entre formation, intermédiation et coaching pour des initiatives porteuses de développement à la base, madame Soukeyna Touré Présidente du RAPIDES est constamment 'busy' comme aime le ressasser son entourage. La présidente du RAPIDES croit dur au développement endogène et s'active pour relever le défi de la promotion économique et solidaire des Collectivités Locales de son pays. Le Réseau des Acteurs Porteurs d'Initiatives de Développement Économique et Solidaires (RAPIDES) est une institution internationale qui s'active dans le développement local. En appont aux efforts des pouvoirs publics, le Réseau œuvre depuis 2008 à accompagner les initiatives de développement local au Sénégal. En marge du SIA, Soukeyna Touré s'est confiée à notre envoyé spécial à Paris. Entretien

Agropasteur : madame la présidente, pouvez vous nous présenter votre Structure ?

Soukeyna Touré : Après l'USAID où j'ai travaillé j'ai créé cette Structure qui est aujourd'hui présente au niveau de toutes les régions du pays. J'avais très vite compris que l'Etat ne peut pas tout faire et qu'il fallait compléter l'action des pouvoirs publics en apportant notre expertise. Tout au début, on a travaillé avec les maires. C'est ainsi qu'en partenariat avec les collectivités décentralisées, RAPIDES entreprend de faire émerger des dynamiques de développement au sein des terroirs.

J'ai un réseau actuellement de 25.000 membres y compris les femmes et les jeunes. Nous les assistons du point de vue formation, éducation, recherche de partenariat et financement de projets. Nous finançons beaucoup de projets et nous le faisons en sourdine, pas assez de publicité. Quand les femmes ont leur financement par exemple, elles n'ont pas besoin de passer par la banque. On a démontré que l'on peut s'autofinancer si on est vraiment solidaire. C'est ce que nous essayons d'inculquer à nos membres.

Que recouvre le concept les Rencontres parallèles que vous avez développé au SIA ?

Soukeyna Touré : Nous avons voulu saisir l'opportunité qu'offre le SIA pour initier des contacts entre des Elus locaux notamment des maires de communes sénégalaises et d'autres partenaires au développement. Ce n'est pas une première parce que j'ai l'habitude de voyager de faire le tour du monde avec ces exécutifs locaux (Etats unis, Canada, Asie etc.). C'est un partenariat « win-win » que nous développons. Moi, je suis de la Collectivité Locale de Fann Amitié où RAPIDES a permis par exemple le financement et la construction d'un centre. C'est ce modèle de financement que nous

faisons au niveau local. Nous sommes ouverts à tous les Elus et nous avons eu l'occasion de discuter et d'échanger. Donc là, le réseau est prêt de collaborer avec tout le monde. Concernant les projets futurs, il ne faut pas limiter le partenariat ici. Une fois à Dakar, il faut poursuivre les rencontres afin de concrétiser rapidement les projets. Sur la nécessité d'un protocole tripartite qui lierait RAPIDES /AMS/ Partenaires, nous ne demandons que cela pour mieux concrétiser nos actions. C'est pourquoi, nous lançons cet appel à la solidarité. Si nous ne sommes pas solidaires, on ne peut rien réussir et l'union fait la force. Nous avons eu à travailler avec les parlementaires il y a quatre ans de cela lors de « Africities » à Marrakech. Aujourd'hui, c'est heureux que les autorités centrales s'impliquent davantage. Sous ce rapport, nous saluons l'engagement de Monsieur Gbaguidi de la DAPSA du ministère de l'agriculture et de l'équipement rural du Sénégal qui élabore tous nos projets et il nous a récemment aidés à élaborer un projet sur le Système Central



Décentralisé pour le Financement pour un million d'euros déjà acquis et nous avons commencé à financer les femmes.

Un autre projet de Centrale d'Achat est aussi entrain de se mettre en place grâce à lui.

Gérard Gbadigui de la Direction de l'Analyse de la Prévision et des Statistiques Agricoles (DAPSA/MAER)

«Ces rencontres parallèles sont très importantes. On ne peut pas dire qu'on veut développer le Sénégal sans nous assurer de la formation des nouveaux types d'agriculteurs qu'on veut mettre en place. Par exemple, on peut monter un projet mais si on ne forme pas les gens et qu'on ne les finance pas, ils vont toujours rester là où ils sont. Le but recherché de ces rencontres globalement s'articule autour des points suivants : des engagements pour lesquels nous avons déjà discuté avec notre ambassade pour expliquer ce que nous voulions faire avec

les maires ensuite, c'est l'aspect formation qui a été mis en exergue car dans les nouvelles localités nous disons que pour développer le Sénégal il faut davantage former les personnes qui sont dans les localités et enfin la recherche de financements pour les projets.

Aujourd'hui, nous voulons faire du Sénégal un pays émergent pour le faire et pour le rendre opérationnel il faut qu'on travaille à former les ressources humaines notamment les jeunes à l'esprit d'entreprise. C'est cela qui créera la force pour créer les richesses et les

emplois. Quand on sera d'accord sur le montage ces différents projets seront suivis par l'ambassade pour qu'ils ne soient pas mis de côté ou dispersés. Au niveau de Dakar, quand les montages seront fait nous allons nous réunir pour savoir concrètement comment ces projets vont être montés et sur quels besoins vont-ils s'appuyer. Il faut des projets qui répondent aux besoins des populations et il s'agira ensuite pour les porteurs de les présenter auprès des partenaires déjà ciblés et d'avoir leur réaction ».

MAME KHARY DIÈNE NDIAYE (OPÉRATEUR DE MARCHÉ ET DIRECTRICE DE BIO ESSENCE):
«VOIR LA FEMME SÉNÉGALAISE DEVENIR UN VRAI ENTREPRENEUR AGRICOLE»

Une militante acharnée de l'entreprenariat féminin



Mame Khary Diène Ndiaye est une léboue bon teint et mère famille qui a tourné le dos à une carrière de banquière pour se consacrer exclusivement à la promotion de l'entreprenariat féminin. Selon cette ancienne lauréate de 'African Women EntrepreneurShip Program', il faut maintenant passer de l'entreprenariat nécessaire à l'entreprenariat opportuniste. A l'en croire, le challenge actuel est d'arriver rapidement au changement de paradigme pour voir la femme sénégalaise devenir un vrai entrepreneur agricole. Invitée par le FIDA, cette femme entrepreneur qui croit aux vertus naturelles des produits tropicaux, s'est entretenue avec 'Agropasteur' en marge de la récente Revue à mi-parcours du Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA).

« Franchement, je pense que la femme sénégalaise est déjà entrepreneur. La dame qui vend des cacahuètes devant chez elle pour assurer la dépense quotidienne est quoi qu'on dise un entrepreneur. Il faut promouvoir et chercher à faire éclore l'entreprenariat opportuniste chez nos femmes. Créer de la richesse et voir grand en termes de productivité et de mise à l'échelle » estime-t-elle. D'après la patronne de Bio Essence, une Société spécialisée dans la transformation et l'exportation de produits locaux (karité, baobab, soumpe etc.), il est important que les femmes soient plus présentes tout au long des chaînes de valeur agricoles pour mieux capter les richesses générées. C'est seulement à cette condition qu'elles pourront devenir

économiquement autonomes. Mais, pour y arriver ses sœurs doivent évoluer qualitativement et convertir leurs atouts en forces d'impulsion du développement. Parole de militante! En effet, elle s'est beaucoup investie pour trouver une place au soleil. Si Bio Essence est aujourd'hui bien connue ce n'est pas le fruit du hasard. Pour preuve, ce projet qui impacte sur les populations rurales a commencé dans la région de Kédougou avec au départ 320 femmes pour passer aujourd'hui à plus de 4000 femmes qui participent à l'épanouissement de leur famille. Une ramification jusqu'en Guinée a même permis « l'ouverture d'une succursale », confie Mame Khary Diène Ndiaye. Elle explique que le milieu rural constitue un solide levier de promotion économique et sociale des femmes pour peu qu'elles s'émancipent de l'entreprenariat nécessaire qui les confine dans la subsistance. « L'Agriculture constitue une véritable richesse pour nous. On a des produits qui sont encore sans OGM, les occidentaux sont fiers de certains de nos produits parce qu'ils les savent très riches. Voyez, ils ont commencé par le nord avec le Maroc puis l'Afrique du Sud qui est un pays où l'on peut tout faire. Il ne faut pas qu'on soit dupes, travaillons la terre afin d'y attirer des richesses et qu'elles soient gérées par les africains » fait-elle remarquer. Et de poursuivre : « Bio Essence a pour objectif d'industrialiser les produits issus de la flore africaine. Nous avons commencé dans les produits cosmétiques naturels certifiés bio ; elle

travaille autant le Baobab que la Karité et d'autres produits tels le Beurre de Mangué, le Neem, le Jatropha pour la cosmétique, le Soumpe, le Név etc. Nous essayons de voir ce que l'Afrique a de riche dans sa tradition ancestrale, sa tradition de beauté et de médecine traditionnelle qu'elle essaye de montrer sur une base scientifique tout ce potentiel africain qu'elle tente d'éclore et de le traduire en opportunité ; des études et des analyses sérieuses soutiennent le travail. Les produits issus de cette biodiversité africaine restent riches en actif et commercialisés pour le monde entier pas seulement pour les peaux noires mais pour les autres peaux » ajoute notre interlocutrice. Concernant sa présence dans la mission du FIDA, elle estime que le business modèle intéresse cet organisme onusien de façon générale. On nous a demandé d'accompagner les différentes missions de supervision autant dans le bassin arachidier que dans les régions de Tambacounda, Kédougou et de Kolda. « J'ai été particulièrement impressionnée pour ce que j'ai vu au niveau du bassin arachidier. Je pense que dans les perspectives de mise en échelle qui sont celles du gouvernement sénégalais et du FIDA, le PAFA a déjà enclenché le processus dans la mesure où le travail qui est entrain d'être fait au niveau du mil par exemple est extraordinaire. Ici, l'approche filière est bien comprise » nous dit Mame Khary Diène Ndiaye.

Par Ndéye Aicha Ndiaye

Timbane Sarr (Avicultrice à Baba Garage-Région de Diourbel)

Dans son patelin défavorisé et enclavé du Baol, la Présidente du Groupement de Femmes vivant avec un handicap mène depuis quelques années une croisade contre la pauvreté. Grâce à son opiniâtreté, Timbane Sarr est aujourd'hui très respectée voire adulée. Son leadership avéré impacte sur la dynamique organisationnelle dans son terroir villageois et a fini de faire d'elle une interlocutrice privilégiée des autorités et des partenaires au développement. Timbane nous en conte un bout de son histoire de vie :

« Avant l'arrivée du PAFA, c'était la grande débrouille, on menait des activités disparates et faiblement génératrices de revenus. Mais il fallait surtout s'occuper pour essayer d'améliorer les conditions de vie difficiles. Loin d'être une contrainte, le handicap physique nous motivait encore plus pour espérer une place au soleil. Les 20 poulaillers de départ consentis aux femmes vivant avec un handicap dans la localité de Baba Garage (Département de Bambey) ont fortement impacté sur les conditions de vie des populations locales. En plus d'un Centre de

Formation en teinture, couture et tissage, les ménages de la localité ont saisi cette opportunité pour diversifier leurs sources de revenus dans ce patelin enclavé. Aujourd'hui, grâce à la solidarité agissante, plusieurs foyers ont leur propre poulailler et à terme, nous voulons que tous les foyers de Baba Garage en disposent. Car, nous sommes convaincues que l'Aviculture Villageoise développée par le PAFA est une voie sûre pour sortir de la pauvreté. Grâce au Projet, nous sommes bien intégrées et ne souffrons plus de notre handicap. Mieux, le PAFA nous a aidées à convertir cette contrainte en force qui nous insère aujourd'hui dans des activités économiques rentables. La plupart d'entre nous sont devenues des entrepreneurs et développent un commerce florissant grâce aux revenus tirés de l'Aviculture Améliorée. Voyez vous, si je suis aujourd'hui très sollicitée dans le département, c'est grâce au leadership que j'ai acquis par le biais de la formation et de l'autonomisation économique ».

Par Véronique Manga

Daba Dione (Avicultrice au village de Niakhar-Région de Fatick)



Stoïque, Daba Dione est une femme rurale pure et dure. Malgré son handicap moteur, elle fait figure de référence dans son terroir où elle vit de son poulailler grâce à l'appui du PAFA. C'est toute sa véranda qu'elle a mise à profit pour entretenir avec bonheur son élevage où elle beaucoup de profits. Voici un extrait de son récit : « Pour nous, le handicap physique n'est pas une fatalité. Depuis plusieurs années, nous sommes organisées en groupement et travaillons à gagner honnêtement notre vie malgré un environnement difficile. C'est avec cet esprit que nous collaborons avec le PAFA. A force de persévérer dans le travail, nous récoltons aujourd'hui les fruits de notre dur labeur. Grâce au projet qui nous appuie dans l'aviculture villageoise, nous sommes mieux intégrées dans la société. Les ressources que nous tirons de la vente des poulets et des œufs nous permettent de nous émanciper et de recouvrer notre dignité. Aujourd'hui, je dispose personnellement d'une cinquantaine de volaille que j'entretiens sans difficulté. Nous gérons nos ménages et participons de manière substantielle dans les dépenses familiales ».

Pourquoi faut-il inclure le changement climatique dans la prise de décision politique au Sénégal ?

« Le rôle des décideurs dans l'anticipation, la prise de décision en vue de juguler les effets de l'insécurité alimentaire est important dans un contexte où le changement climatique peut dangereusement compromettre les projections. »

Conformément à sa feuille de route 2013 et dans le cadre de son partenariat avec le programme CCAFS, la Plateforme Nationale de dialogue Science-Politique sur l'adaptation de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire du Sénégal (Plateforme CCASA) a conduit une étude en vue d'identifier les acteurs potentiels qui s'activent dans le domaine du changement climatique en rapport avec le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire ainsi que les expériences réussies ou entreprises.

Cette étude est désormais disponible sous l'intitulé « Vers un dialogue Science-Politique pour l'adaptation de l'agriculture au changement climatique au Sénégal : Etat des lieux des acteurs institutionnels et politiques ».

Cette étude a soulevé plusieurs questions dont une cruciale : pourquoi inclure le changement climatique dans la prise de décision politique ?

La réponse à cette question, si elle ne paraît pas évidente, n'est pourtant plus à démontrer.

Le phénomène du changement climatique engendre de graves conséquences dont les risques majeurs sont réels pour la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable, la santé publique et les moyens d'existence des populations rurales. En même temps, des menaces pèsent sur les investissements, les politiques et les actions de développement. Impacts sur l'agriculture

Au Sénégal, la vulnérabilité de l'agriculture aux changements climatiques est surtout liée à sa forte dépendance vis-à-vis d'une pluviométrie qui se raréfie au cours du temps et dont la variabilité interannuelle est difficilement prévisible.

D'une manière générale, la résultante est une baisse des rendements et de la production. Les revenus des agriculteurs continueront à baisser, les exposant ainsi à une pauvreté de plus en plus aiguë.

Par ailleurs, les changements climatiques peuvent avoir pour effet l'augmentation de la fréquence des événements extrêmes.

En effet, il peut survenir des périodes de sécheresses prolongées et les inondations seront beaucoup plus fréquentes.

Ces événements extrêmes auront pour conséquence d'endommager les cultures soit par un manque d'eau prolongé, soit par des inondations destructrices sur les plantes et les récoltes. Une sécheresse prolongée peut avoir un impact sur les stocks de carbone du sol, car elle favorise une plus grande minéralisation du carbone organique et agit par conséquent sur la fertilité du sol.

Impact sur les ressources animales

Le sous-secteur de l'élevage joue un rôle déterminant dans l'économie nationale et contribue pour une large part à l'alimentation et à la nutrition des populations urbaines et rurales. Une augmentation des températures favorise des conditions plus sèches qui affecteront les activités pastorales à travers la diminution de la biomasse et de l'eau disponibles pour les troupeaux avec des conséquences sur la mortalité. La désertification représente une grande



menace pour la gestion durable des ressources dans les régions arides, semi-arides, et subhumides sèches de l'Afrique et met en péril la sécurité alimentaire et les approvisionnements en eau.

Impact sur les ressources en eau

Au Sénégal, l'essentiel des secteurs de développement sont dépendants des ressources en eau et il est démontré par des scientifiques à travers des projections que les changements climatiques, à travers l'augmentation des températures et la diminution de la quantité des pluies, devraient accentuer les pénuries d'eau.

Au Sénégal, on note une diminution des pluies depuis les années 68 avec des déficits pluviométriques variant de 20 à 40 % (Rapport eau, 2008). Ces ressources connaissent une répartition spatiale très hétérogène.

Devant une ressource de plus en plus rare et au tour de laquelle toutes les activités économiques sont structurées, il est urgent de réfléchir et de faire des recherches avancées sur un cadre d'optimisation qui permet de la rendre plus accessible avec une gestion concertée qui empêcherait son gaspillage. De même, les excès d'eau dus au changement climatique et les inondations qui s'en suivent ont des conséquences tout aussi néfastes sur les plantes, les cultures en particulier.

Impact sur les zones côtières

Le Sénégal, avec ses 700 km de côte est très exposé aux affres des changements climatiques qui perturbent fortement les écosystèmes et les activités socio-économiques. Il faut noter que plusieurs pays de la sous-

région ouest-africaine ayant des zones côtières ont déjà signalé les effets néfastes que risquaient d'avoir l'intrusion d'eau salée et les ondes de tempête sur les infrastructures et les écosystèmes côtiers sous l'effet de l'élévation du niveau de la mer. La perte de terres due à l'élévation de 0,5 à 1 m du niveau de la mer se situerait surtout au niveau des zones les plus utiles, des terres agricoles ou des zones les plus peuplées. A cela s'ajoute le fait que dans certains cas, l'élévation du niveau de la mer se solderait, à la longue, par l'inondation de rizières, de terres et d'infrastructures. Cette situation entraînerait le déplacement de la population côtière, la submersion de petits cours d'eau et de canaux d'irrigation, la destruction de mangroves avec des effets négatifs sur l'ostréiculture.

Impact sur la pêche et l'aquaculture

Les eaux des côtes sénégalaises ont la réputation de figurer parmi les eaux les plus poissonneuses du monde.

Cependant, les changements climatiques contribuent à la transformation à long terme du climat à l'échelle locale, nationale et régionale. Cette transformation se manifeste par les modifications des paramètres climatiques comme la température, le vent et les précipitations et dont les effets sont les variations de fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes (sécheresse, inondation, vague de chaleur, élévation du niveau de la mer).

L'élévation du niveau de la mer dont la fonte des glaces est responsable à hauteur de 30 % et l'augmentation de la température de surface de la mer à 70°C entraînera la modi-

fication de la répartition des ressources halieutiques ainsi que la dégradation de la biodiversité marine et côtière. Cela pourrait entraîner des impacts négatifs sur la sécurité alimentaire car les produits halieutiques constituent une part importante de protéines animales nécessaires (75 %) pour l'alimentation et la nutrition des populations.

Également, les stress environnementaux induits par les changements climatiques, ajoutés à la surexploitation des ressources vont accentuer la pression sur la pêche et entraîneront la raréfaction des ressources halieutiques avec comme conséquence l'émergence des conflits liés à l'accès et au contrôle de ces ressources halieutiques.

Blog tiré du Document de travail 101 de la plateforme CCASA du Sénégal, édité par Sékou Touré, Robert Zougmore et Bounama Dièye.

http://ccaafs.cgiar.org/fr/publications/vers-un-dialogue-science-politique-pour-l-e2-80-99-adaptation-de-l-e2-80-99-agriculture-au-changement#.VQL6_NI_Ppo

Babacar DIOUF, Consultant Principal pour cette étude, membre de la Plateforme CCASA du Sénégal

Sékou Touré est chargé de communication au programme CCAFS Afrique de l'Ouest ; Bounama Dièye est à la Direction de l'Agriculture, Ministère de l'Agriculture et l'Équipement Rural, Dakar Sénégal

Robert Zougmore, Coordinateur Régional du Programme CCAFFS/CGIAR Afrique de l'Ouest